



République du Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DU BUDGET



DIRECTION GÉNÉRALE
SECTEUR FINANCIER
ET COMPÉTITIVITÉ
DIRECTION RÉGLEMENTATION
ET SUPERVISION DES SFD



Note sur la Situation des SFD

Quatrième Trimestre 2021

SOMMAIRE

A- INDICATEURS CLÉS DES SFD	6
Pénétration du Secteur de la microfinance	6
Dépôts auprès des SFD	7
Emprunts des SFD	9
Fonds propres des SFD	10
Production de crédits	10
Encours de crédits	11
Crédits en souffrance	13
Parts de marché des SFD	14
B- RATIOS PRUDENTIELS ET INDICATEURS FINANCIERS	18
Liquidité des SFD	18
Norme de capitalisation	19
Limitation des prêts aux dirigeants	19
Autosuffisance opérationnelle	20
Marge bénéficiaire	21
Coefficient d'exploitation	21
ANNEXE	24
GLOSSAIRE	26

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Taux de pénétration des SFD	6
Figure 2 : Encours des dépôts auprès des SFD	7
Figure 3 : Répartition de l'encours des dépôts	8
Figure 4 : Contribution des SFD à la collecte des ménages	8
Figure 5 : Emprunts des SFD	9
Figure 6 : Fonds propres des SFD (en milliards de FCFA)	10
Figure 7 : Production de crédits en milliards de FCFA	11
Figure 8 : Encours de crédit par genre en milliards de FCFA	12
Figure 9 : Répartition des crédits sains	12
Figure 10 : Financement de l'économie des SFD	13
Figure 11 : Taux de crédit en souffrance	14
Figure 12 : Répartition du nombre de comptes suivant les SFD de grande taille	14
Figure 13 : Parts de marché de l'encours des dépôts	15
Figure 14 : Parts de marché de l'encours des crédits	15
Figure 15 : Parts de marché de la production des crédits	15
Figure 16 : Parts de marché de l'encours de crédit en souffrance	16
Figure 17 : Evolution du coefficient de liquidité	18
Figure 18 : Evolution de la norme de capitalisation	19
Figure 19 : Evolution de la limitation des prêts aux dirigeants	20
Figure 20 : Evolution de l'autosuffisance opérationnelle	20
Figure 21 : Evolution de la marge bénéficiaire	21
Figure 21 : Evolution du coefficient d'exploitation	22

Amélioration de la performance globale des SFD au 4ème trimestre

A fin 2021, le secteur de la microfinance a révélé un certain dynamisme malgré les effets de la pandémie à COVID-19. En effet, les indicateurs des SFD ont connu des évolutions positives sur la période, même si les créances en souffrance et les charges d'exploitation restent toujours élevés et le niveau de liquidité faible.

Ainsi, par rapport au troisième trimestre 2021 :

- Le nombre d'adhérents ou de clients au niveau des SFD a enregistré une hausse de 1,4%, s'établissant à 3 601 404 comptes ouverts pour un taux d'inclusion financière du secteur de la microfinance de 17,4%.
- L'encours des dépôts, ressorti à 412 milliards FCFA avec une croissance de 0,6%, représente 2,7% du PIB et 8,3% des dépôts bancaires.
- La production de crédits a connu une évolution de +15% par rapport au 3^{ème} trimestre de l'année 2021 pour ressortir à 137 milliards FCFA.
- L'encours de crédit a crû de 1,4% pour ressortir à 500 milliards FCFA, correspondant à 9,6% des crédits à l'économie et 3,6% du PIB.
- Le taux de crédit en souffrance a reculé d'un point de pourcentage pour s'établir à 9%.
- Les emprunts ont progressé de 15% pour atteindre 109 milliards FCFA.
- Les fonds propres pèsent 171 milliards FCFA, soit une hausse de 7%.

Improvement in overall SFD performance in Q4 2021

At the end of 2021, the microfinance sector showed some dynamism despite the effects of the COVID-19 pandemic. Indeed, the DFS indicators showed positive developments over the period, even though the outstanding claims and operating expenses remain high and the level of liquidity low.

Therefore, compared to Q3 2021 :

- Outstanding loans rose by 1.4% to CFAF 500 billion, corresponding to 9.6% of loans to the economy and 3.6% of GDP.
- The outstanding debt rate decreased by one percentage point to 9%
- Borrowing increased by 15% to CFAF 109 billion.
- Capital amount to CFAF 171 billion, an increase of 7%.
- The number of clients of the DFS increased by 1.4% to 3,601,404 open accounts for a microfinance sector financial inclusion rate of 17.4%;
- Outstanding deposits amounted to CFAF 412 billion, with 0.6% growth, representing 2.7% of GDP and 8.3% of bank deposits
- Credit production rose by +15% compared to the third quarter of 2021, to amount CFAF 137 billion.

A. INDICATEURS CLÉS DES SFD

Pénétration du secteur de la microfinance :

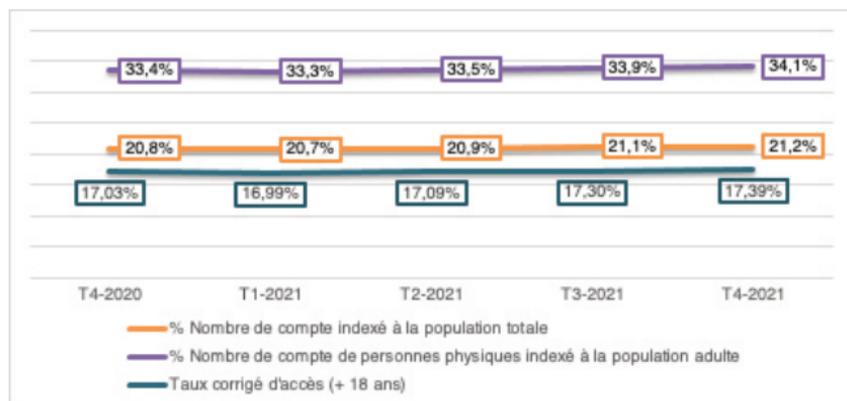
Des ouvertures de comptes plus importantes au niveau des IMCEC non affiliés

Avec 3 601 404 comptes ouverts à fin décembre 2021, le secteur de la microfinance a enregistré une hausse de 1,4% du sociétariat et de la clientèle par rapport à fin septembre 2021. Cette évolution positive est plus marquée chez les femmes et les personnes morales pour lesquelles le nombre de comptes a crû de 2%. Tenant compte du type de SFD, la croissance est plus marquée au niveau des IMCEC non affiliés avec une progression de 6%.

En glissement annuel, il est répertorié 167 444 nouvelles ouvertures de comptes, soit une hausse de 5%. Cette situation est imputable aux évolutions notées aussi bien chez les personnes physiques (5%) que chez les personnes morales (4%).

Le taux de pénétration, en rapport avec la population totale, a augmenté de 0,1 point de pourcentage pour ressortir à 21,2% à fin 2021. Quant au taux d'accès corrigé, il s'est établi à 17,4% à fin 2021 contre 17,3% à fin septembre 2021.

Figure 1 : Taux de pénétration des SFD



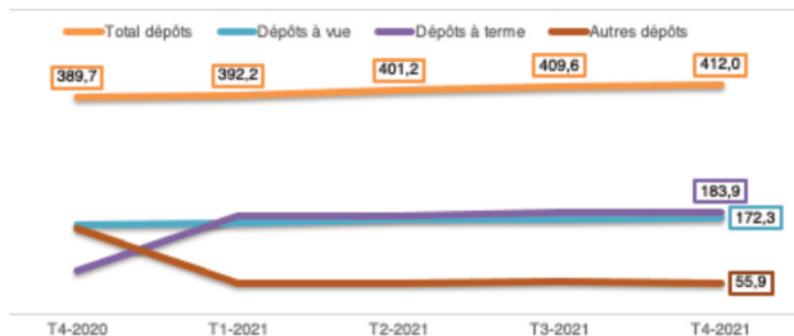
Dépôts auprès des SFD

Hausse des dépôts, plus significative au niveau des IMCEC non affiliées

A fin décembre 2021, les dépôts sont ressortis à 412 milliards FCFA, soit une légère hausse de 0,6% par rapport à fin septembre 2021. Les dépôts à vue et les dépôts à terme ont progressé d'1% pour s'établir, respectivement, à 172 milliards FCFA et 184 milliards FCFA. Quant aux autres dépôts, ils ont enregistré une baisse d'1% sur la période. Cette petite augmentation est, essentiellement, favorisée par les dépôts collectés par les IMCEC non affiliées qui ont crû de 4%.

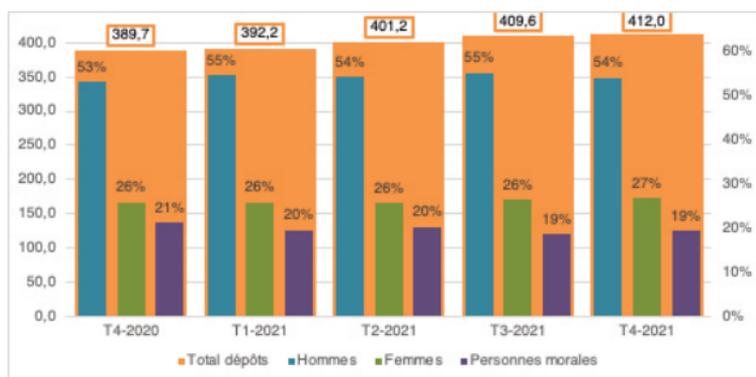
Sur une base annuelle, les dépôts ont connu une hausse de 6%, équivalent à une augmentation de 22 milliards FCFA.

Figure 2 : Encours des dépôts auprès des SFD (en milliards FCFA)



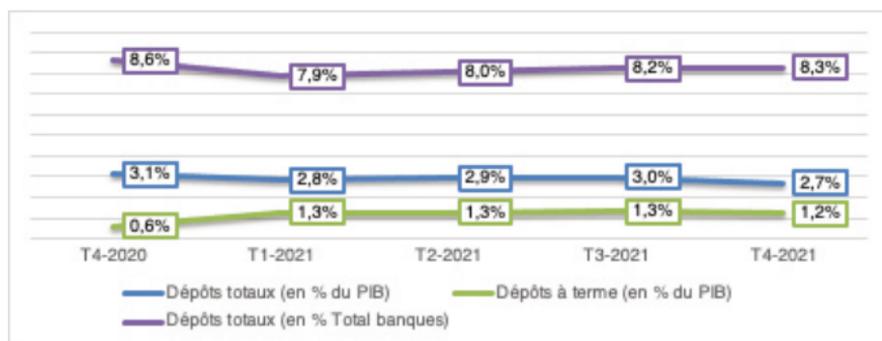
Selon la répartition par catégorie, les dépôts des femmes et des personnes morales ont connu des hausses respectives de 1,5% et 5%, atteignant 110 milliards FCFA et 80 milliards FCFA à fin décembre 2021. Concernant les hommes, l'encours de leurs dépôts a baissé de 1,4% en passant de 225 milliards FCFA à fin septembre à 222 milliards FCFA à fin décembre 2021.

Figure 3 : Répartition de l'encours des dépôts



Au plan macroéconomique, l'encours total des dépôts a représenté, au 4^{ème} trimestre de 2021, 2,7% du PIB, soit un repli de 0,3 point de pourcentage par rapport au 3^{ème} trimestre de 2021 et 8,3% des dépôts bancaires, soit une augmentation de 0,1 point de pourcentage sur la période. Quant aux dépôts à terme, ils ont représenté 1,2% du PIB, soit un recul de 0,1 point de pourcentage.

Figure 4 : Contribution des SFD à la collecte des dépôts des ménages

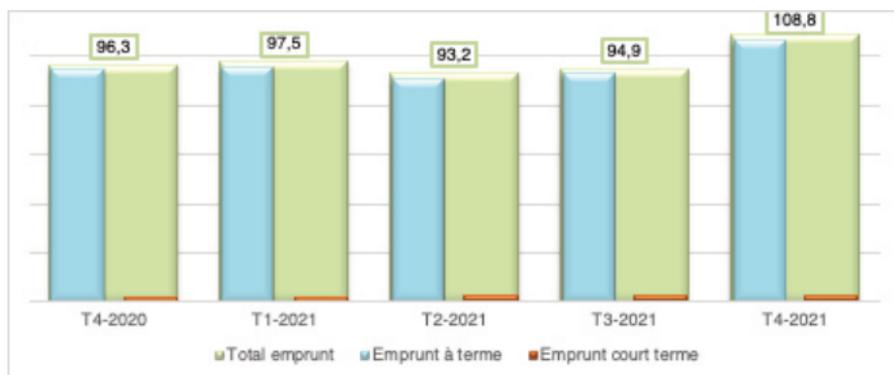


Emprunts des SFD

Hausse continue de l'endettement des réseaux et des IMCEC non affiliées

Au terme du 4^{ème} trimestre de 2021, les financements reçus par les SFD ont connu une hausse de 15% par rapport au trimestre précédent en s'établissant à 109 milliards FCFA. Cette situation est favorisée par la progression de 15% des emprunts à terme, ralentie par une régression de 2% des emprunts à court terme. Cette évolution est plus marquée au niveau des réseaux et des IMCEC non affiliées qui affichent des taux de progression respectifs de 81% et 8%. La forte hausse notée au niveau des réseaux est liée à un besoin élevé en financements de crédits à moyen et long terme ayant entraîné un intérêt marqué aux emprunts. Toutefois, les sociétés commerciales ont vu leurs emprunts régresser de 3% sur la période. En glissement annuel, le volume de financements reçus par les SFD a connu une croissance de 13% pour une valeur absolue de 12 milliards FCFA.

Figure 5 : Emprunts des SFD en milliards de FCFA



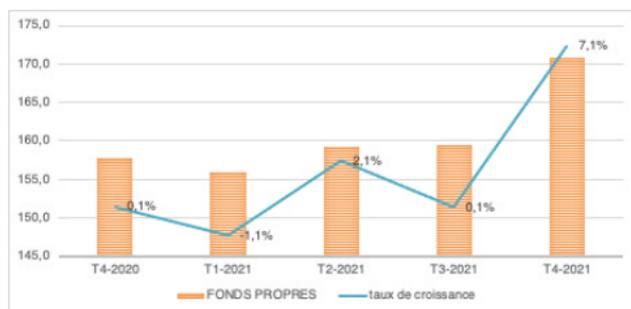
Fonds propres des SFD

Une hausse des fonds propres des SFD

Après avoir connu une stagnation durant les deux trimestres précédents, les fonds propres des SFD sont ressortis à 171 milliards FCFA à la fin du 4^{ème} trimestre 2021, soit une évolution de +7% par rapport au 3^{ème} trimestre 2021. Cette situation est observée au niveau de tous les types de SFD : réseaux (7%), sociétés commerciales (8%) et IMCEC non affiliées (3%).

Comparativement à la même période de l'année précédente, les fonds propres des SFD ont augmenté de 13 milliards FCFA, soit une hausse de 8%.

Figure 6 : Fonds propres des SFD en milliards de FCFA



Production de crédits

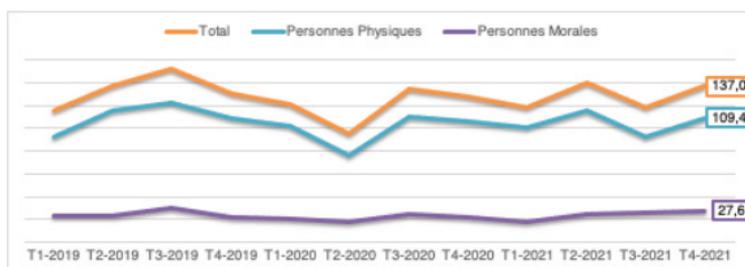
Une relance de l'activité de crédit au niveau des réseaux et des sociétés commerciales

Après une baisse à fin septembre 2021, le montant des crédits distribués a enregistré une hausse de 15% pour s'établir à 137 milliards FCFA à la fin du mois de décembre 2021. Ainsi, 107 024 crédits ont été accordés au cours du 4^{ème} trimestre pour un montant moyen de 1 280 066 FCFA. Cette évolution est favorisée par les progressions notées dans les financements octroyés aux femmes (19%), aux hommes (17%) et aux personnes morales (6%).

Considérant le type de SFD, le dynamisme est plus marqué au niveau des réseaux et des sociétés commerciales qui ont enregistré des hausses de leurs productions respectives de 25% et 14%. Au même moment, les crédits décaissés par les IMCEC non affiliées ont régressé de 18%, résultant, en partie, de la priorité accordée au recouvrement des créances.

En glissement annuel, la production de crédits a crû de 7%, correspondant à un surplus de 9 milliards FCFA.

Figure 7 : Production de crédit en milliards de FCFA



Encours de crédit

Haussé de l'encours de crédit des hommes

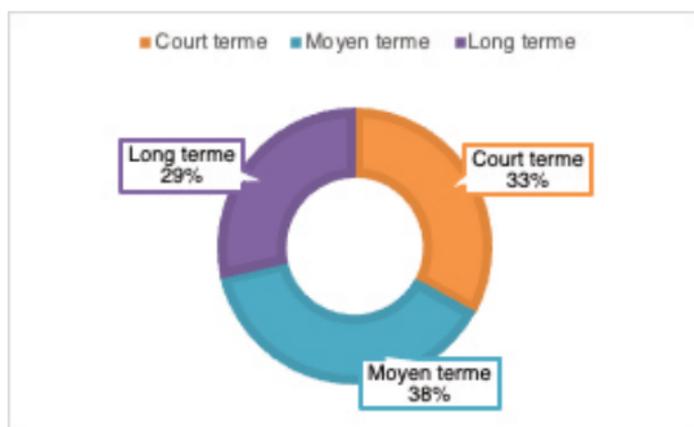
A la fin du 4^{ème} trimestre 2021, l'encours de crédit a progressé de 1,4% par rapport au trimestre précédent en ressortant à 500 milliards FCFA. Cette situation est imputable, en particulier, à la hausse de 2,5% des financements octroyés aux hommes. Cependant, l'évolution est ralentie par les baisses respectives de 0,3% et 0,6% des encours de crédits des femmes et des personnes morales. Sur une base annuelle, l'encours de crédit des SFD a connu une croissance de 2%.

Figure 8 : Encours de crédit par genre (en milliards de FCFA)



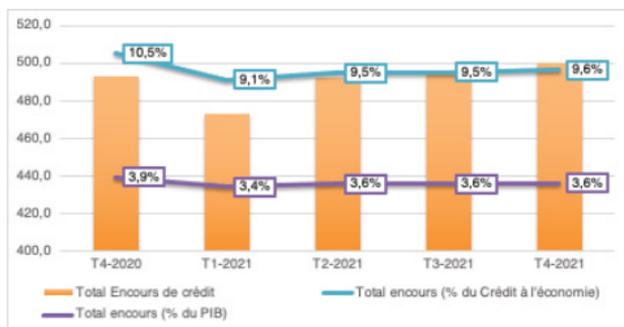
Selon le type de SFD, les réseaux et les sociétés commerciales ont vu leur encours de crédit croître, respectivement, de 1% et 3% entre les deux derniers trimestres de 2021. Au même moment, les IMCEC non affiliées ont enregistré un repli de 0,1%. L'encours des crédits sains, au terme du 4^{ème} trimestre 2021, s'est établi à 454 milliards FCFA, soit une croissance de 3% par rapport au 3^{ème} trimestre 2021. Cette progression a été également observée au niveau des crédits à moyen terme et à court terme qui affichent des taux d'évolution respectifs de +6,4% et +1,4%, tandis que les crédits à long terme ont régressé de 1,1%.

Figure 9 : Répartition des crédits sains



Au plan macroéconomique, le taux de financement de l'économie par les SFD est ressorti à 3,6%, soit la même contribution depuis le 2^{ème} trimestre de 2021. L'encours de crédit a représenté 9,6% des crédits à l'économie, soit une augmentation de 0,1 point de pourcentage sur la période.

Figure 10 : Financement de l'économie par les SFD



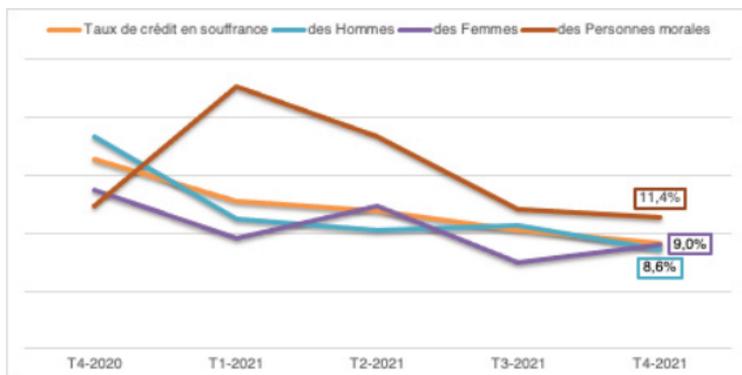
Crédits en souffrance

Baisse continue des crédits en souffrance, à l'exception de ceux détenus par les femmes

Au terme du 4^{ème} trimestre de 2021, l'encours des crédits en souffrance s'est établi à 46 milliards FCFA après une baisse de 9% par rapport au 3^{ème} trimestre de 2021 et 43% en glissement annuel. Par conséquent, le taux de créances en souffrance est ressorti à 9% à fin décembre 2021 contre 10%, trois mois plutôt. Cette amélioration de la qualité du portefeuille est imputée, d'une part, aux replis de taux de crédit souffrances notés chez les hommes (0,6 point de pourcentage) et personnes morales (2 points de pourcentage), et, d'autre part, à la restructuration des reports d'échéance et la réadaptation des politiques de recouvrement.

Sur la période sous revue, les créances en souffrance des réseaux et des IMCEC non affiliées ont enregistré des baisses respectives de 15% et 50% et celles des sociétés commerciales ont affiché une hausse d'1%.

Figure 11 : Taux de crédit en souffrance (%)

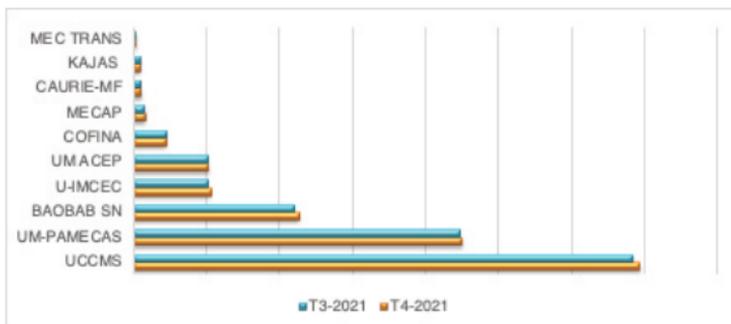


Parts de marché des SFD

Hausse de l'activité de crédit des réseaux

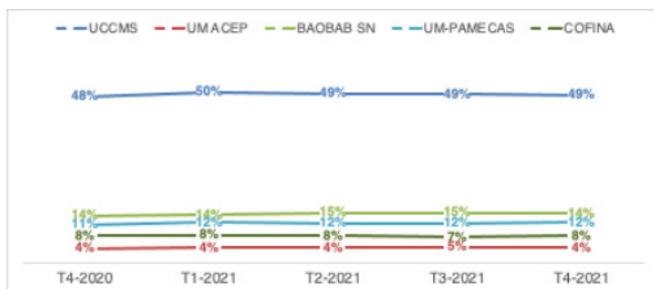
A la fin du 4^{ème} trimestre 2021, les parts de marché des SFD cibles sont restées stables.

Figure 12 : Répartition de nombre de comptes suivant les SFD de grande taille



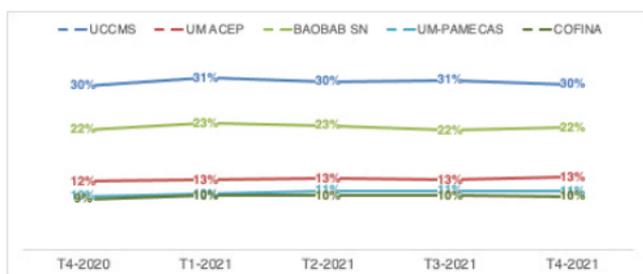
En terme d'encours de dépôts, seule la part de marché de COFINA s'est améliorée d'un point de pourcentage sur la période.

Figure 13 : Parts de marché de l'encours des dépôts



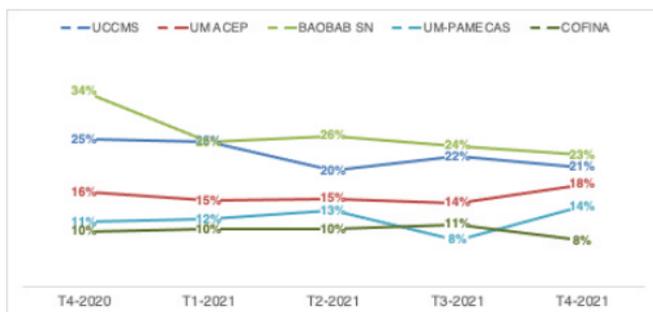
Concernant l'encours de crédit, les parts de marché sont restées constantes.

Figure 14 : Parts de marché de l'encours des crédits



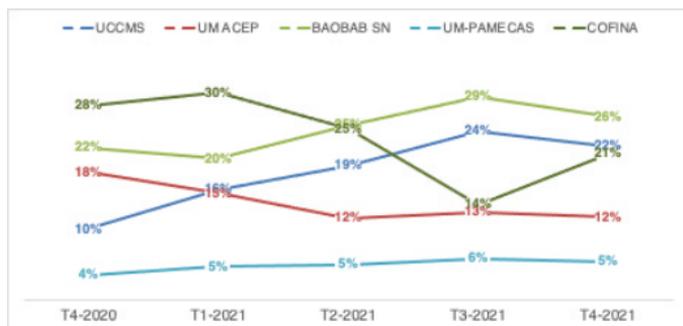
Pour la production de crédit, seules les parts de UM-PAMECAS et UM-ACEP ont enregistré des hausses

Figure 15 : Parts de marché de la production de crédit



En terme d'encours de crédits en souffrance, la part de COFINA a crû de 7 points de pourcentage

Figure 16 : Parts de marché de l'encours de crédit en souffrance



**B. RATIOS
PRUDENTIELS ET
INDICATEURS
FINANCIERS**

B. RATIOS PRUDENTIELS ET INDICATEURS FINANCIERS

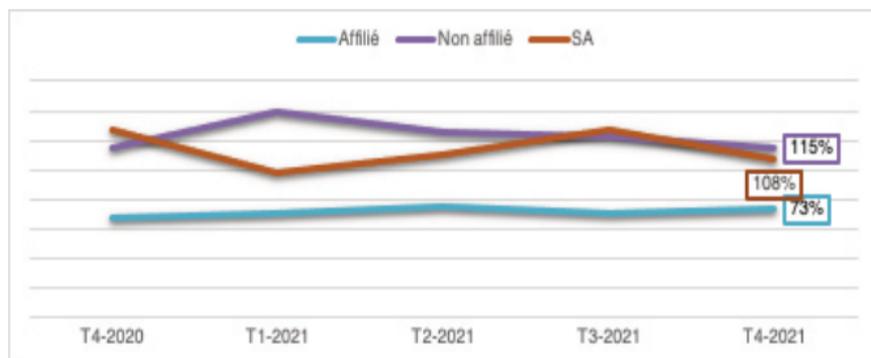
Liquidité des SFD

Manque de liquidités au niveau des IMCEC affiliées

L'insuffisance de liquidités des SFD relevée en septembre 2021 s'est poursuivie jusqu'à fin décembre 2021. En effet, le coefficient de liquidité est ressorti, en moyenne, à 78% au 4^{ème} trimestre contre 75% au 3^{ème} trimestre, soit une progression de 3 points de pourcentage. Néanmoins, le coefficient de liquidité a connu une amélioration de 11 points de pourcentage en glissement annuel. Cette situation est imputée aux IMCEC affiliées qui ont enregistré une augmentation de 2 points de pourcentage entre les deux derniers trimestres de 2021. Au même moment, les taux affichés par les IMCEC non affiliées et les sociétés commerciales ont, respectivement, reculé de 8 et 20 points de pourcentage.

Pour les sociétés commerciales et les IMCEC non affiliées, la norme de 100% minimum a été respectée sur la période sous revue. Quant aux IMCEC affiliées, la norme (80% minimum) n'a pas été atteinte.

Figure 17 : Evolution du coefficient de liquidité

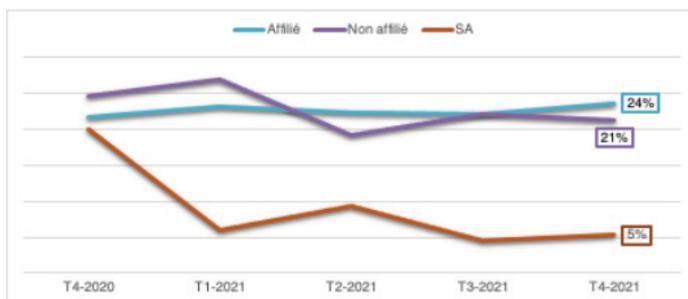


Norme de capitalisation

Une bonne assise financière des IMCEC

Au 4^{ème} trimestre 2021, la norme de capitalisation (15% minimum) a été, en moyenne, respectée par les SFD. En effet, le taux moyen de capitalisation s'est établi à 23% après une progression de 2 points de pourcentage par rapport au 3^{ème} trimestre et à la même période que l'année précédente. Ce bon niveau de capitalisation, consécutif à une croissance de 7% des fonds propres qui ont atteint 171 milliards FCFA à fin 2021, est observé, particulièrement, au niveau des IMCEC. Quant aux sociétés commerciales, la norme n'est pas respectée, même si par ailleurs un gain d'un point de pourcentage a été relevé sur la période revue.

Figure 18 : Evolution de la norme de capitalisation

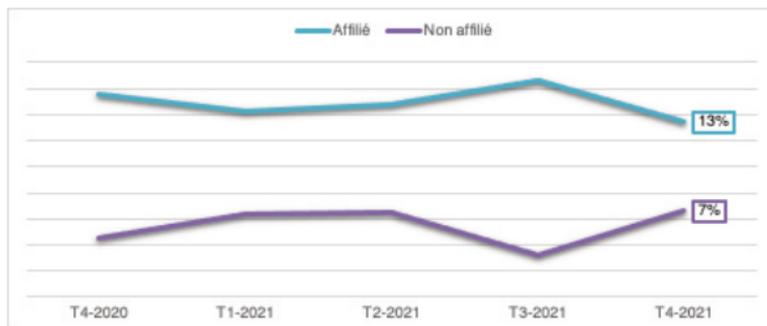


Limitation des prêts aux dirigeants

Ratio non conforme, mais en baisse

Pour un plafond de 10%, l'encours de crédits alloués aux dirigeants rapporté aux fonds propres est ressorti à 12% à la fin du 4^{ème} trimestre 2021, soit un repli de 6 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent et une progression d'un point de pourcentage en glissement annuel. Cette situation est favorisée par une baisse de 3 points de pourcentage constatée au niveau des IMCEC affiliées, amoindrie par une progression de 3 points de pourcentage du taux des IMCEC non affiliées entre les 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2021.

Figure 19 : Evolution du taux de limitation des prêts aux dirigeants

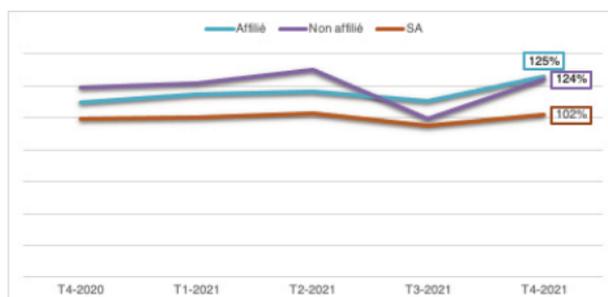


Autosuffisance opérationnelle

Ratio en amélioration malgré le non-respect de la norme

Avec un taux moyen de 124% à fin décembre 2021, les SFD arrivent à couvrir leurs charges par leurs produits, nonobstant, le non-respect de la norme (130% minimum). Ce ratio a augmenté de 13 points de pourcentage par rapport à fin septembre et 15 points de pourcentage en glissement annuel. Cette hausse résulte des progressions de 15, 25 et 6 points de pourcentage des taux affichés, respectivement, par les IMCEC affiliés, les IMCEC non affiliés et les sociétés commerciales.

Figure 20 : Evolution de l'autosuffisance opérationnelle

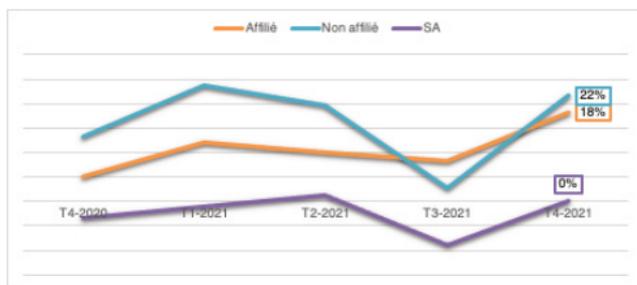


Marge bénéficiaire

Les IMCEC non affiliées ont dégagé une marge bénéficiaire

La marge bénéficiaire (norme de 20% minimum) des SFD est ressortie, en moyenne, à 18% à fin décembre 2021 contre 8% à fin septembre et 6% un an auparavant. Même si la norme n'a pas été respectée, il est relevé une amélioration au niveau des IMCEC affiliées et non affiliées, ainsi que des sociétés commerciales dont les taux ont progressé, respectivement, de 10, 19 et 9 points de pourcentage. Cependant, il conviendrait de préciser que les IMCEC non affiliées ont été conformes au terme du 4^{ème} trimestre 2021 avec un ratio qui a atteint 22%.

Figure 21 : Evolution de la marge bénéficiaire

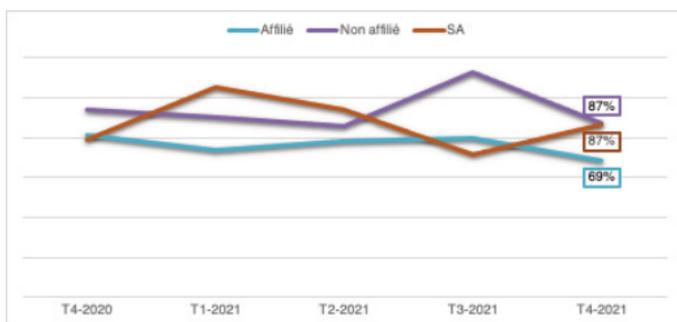


Coefficient d'exploitation

Indicateur non respecté malgré une baisse

Au 4^{ème} trimestre 2021, le coefficient d'exploitation (qui renseigne sur le niveau d'absorption du produit financier net par les frais généraux) s'est établi, en moyenne, à 71% pour un plafond de 60%. Ce ratio a régressé de 10 points de pourcentage par rapport à fin septembre et 11 points de pourcentage en glissement annuel. Toutefois, la norme n'est toujours pas respectée malgré les baisses observées au niveau des IMCEC affiliées et non affiliées qui ont enregistré, respectivement, des replis de 11 et 26 points de pourcentage. Quant aux sociétés commerciales, elles ont affiché un taux qui a progressé de 15 points de pourcentage sur la période.

Figure 22 : Evolution du coefficient d'exploitation



ANNEXE

	T4-2020	T1-2021	T2-2021	T3-2021	T4-2021	T4-2021	T4-2021
	DEF	PROV	PROV	PROV	PROV	/ T3-2021	T4-2021/T4-2020
MEMBRES OU CLIENTS							
Total	3 433 960	3 443 016	3 490 538	3 549 933	3 601 404	1,4%	4,9%
Personnes Physiques	3 116 840	3 129 298	3 167 720	3 225 410	3 270 406	1,4%	4,9%
<i>Hommes</i>	1 727 101	1 734 002	1 754 759	1 780 139	1 799 620	1,1%	4,2%
<i>Femmes</i>	1 389 738	1 395 295	1 412 960	1 445 270	1 470 785	1,8%	5,8%
Personnes Morales	317 120	313 718	322 818	324 523	330 998	2,0%	4,4%
ENCOURS DE DEPOTS DES MEMBRES OU CLIENTS (EN MILLIONS F CFA)							
Total	389 733,1	392 183,5	401 188,9	409 649,2	412 017,0	0,6%	5,7%
Personnes Physiques	307 399,2	315 523,1	320 302,7	333 649,9	332 207,9	-0,4%	8,1%
<i>Hommes</i>	206 660,7	214 108,0	217 370,1	225 439,6	222 332,3	-1,4%	7,6%
<i>Femmes</i>	100 738,5	101 415,0	102 932,6	108 210,3	109 875,6	1,5%	9,1%
Personnes Morales	82 333,8	76 660,4	80 886,3	75 999,2	79 809,0	5,0%	-3,1%
Dépôts à vue	161 027,9	163 089,3	168 346,2	170 921,3	172 262,6	0,8%	7,0%
Dépôts à terme	75 527,2	175 705,3	176 580,9	182 351,5	183 853,1	0,8%	143,4%
Autres dépôts	153 178,0	53 388,9	56 261,8	56 376,4	55 901,2	-0,8%	-63,5%
ENCOURS DES CREDITS AUPRES DES MEMBRES OU CLIENTS (EN MILLIONS F CFA)							
Total	492 606,3	472 834,6	492 375,5	493 402,1	500 245,0	1,4%	1,6%
Personnes Physiques	401 807,0	398 495,6	412 139,1	408 120,8	415 505,5	1,8%	3,4%
<i>Hommes</i>	304 554,5	300 428,4	308 809,7	303 333,8	311 033,6	2,5%	2,1%
<i>Femmes</i>	97 252,5	98 067,1	103 329,4	104 787,0	104 472,0	-0,3%	7,4%
Personnes Morales	90 799,3	74 339,0	80 236,3	85 281,3	84 739,5	-0,6%	-6,7%
Court terme	147 345,2	133 091,6	143 539,8	147 557,0	149 637,4	1,4%	1,6%
Moyen terme	147 218,0	157 095,0	163 331,9	164 368,5	174 949,5	6,4%	18,8%
Long terme	117 608,2	122 545,7	126 521,6	131 231,3	129 785,1	-1,1%	10,4%
ENCOURS DES CREDITS EN SOUFFRANCE DES MEMBRES OU CLIENTS (EN MILLIONS F CFA)							
Total	80 434,8	60 102,2	58 982,2	50 245,2	45 873,0	-8,7%	-43,0%
Personnes Physiques	69 217,3	43 201,0	44 208,6	40 007,5	36 210,4	-9,5%	-47,7%
<i>Hommes</i>	55 804,6	33 850,3	31 507,8	32 167,5	26 787,5	-16,7%	-52,0%
<i>Femmes</i>	13 412,7	9 350,6	12 700,8	7 840,1	9 423,0	20,2%	-29,7%
Personnes Morales	11 217,5	16 901,2	14 773,6	10 237,7	9 662,6	-5,6%	-13,9%
CREDITS OCTROYES AUX MEMBRES OU CLIENTS AU COURS DE LA PERIODE (EN MILLIONS F CFA)							
Total	128 039,7	118 326,5	140 297,7	118 838,1	136 997,5	15,3%	7,0%
Personnes Physiques	106 486,6	100 787,8	115 447,9	92 807,5	109 376,3	17,9%	2,7%
<i>Hommes</i>	75 406,0	72 749,5	83 186,3	66 698,2	78 349,6	17,5%	3,9%
<i>Femmes</i>	31 080,6	28 038,3	32 261,6	26 109,3	31 026,8	18,8%	-0,2%
Personnes Morales	21 553,2	17 538,7	24 849,8	26 030,6	27 621,2	6,1%	28,2%
EMPRUNTS DES SFD							
Total	96,3	97,5	93,2	94,9	108,8	15%	12,9%
Court terme	2,0	2,2	2,6	2,4	2,4	-2%	23,0%
A terme	94,4	95,4	90,5	92,5	106,4	15%	12,7%
FONDS PROPRES	157,7	156,0	159,3	159,5	170,8	7,1%	8,3%
ACTIF NET	684,0	680,4	698,6	704,2	728,5	3,5%	6,5%

GLOSSAIRE

Autosuffisance opérationnelle : rapport entre le montant total des produits d'exploitation et le montant total des charges d'exploitation.

Coefficient d'exploitation : rapport entre les frais généraux et les produits financiers nets.

Crédit : mise à disposition d'argent sous forme de prêt, consentie par un SFD, aux différents agents économiques.

Crédit à court terme : prêt d'argent dont la durée ne dépasse pas 12 mois y compris le différé de paiement.

Crédit à long terme : prêt d'argent dont la durée dépasse les 36 mois de la date de déblocage à la date de remboursement final y compris le différé de paiement.

Crédit à moyen terme : prêt d'argent dont la durée se situe entre 12 et 36 mois y compris le différé de paiement.

Crédit en souffrance : crédit dont une échéance au moins est impayée depuis plus de trois (03) mois.

Dépôt : fonds, autres que les cotisations et contributions obligatoires, recueillis par le SFD auprès de ses membres ou de sa clientèle.

Dépôt à terme : dépôt qui a une durée fixée à l'avance et rapporte un intérêt à condition que le client titulaire du compte ne retire pas l'argent avant l'échéance.

Dépôt à vue : dépôt rémunéré ou non, dont les fonds peuvent être retirés partiellement ou totalement à tout instant.

Encours : montant total et global des crédits ou des actifs comptabilisés à une date donnée et non remboursés.

Fonds propres : représentent les ressources du SFD appartenant aux membres ou actionnaires

IMCEC : Institution Mutualiste ou Coopérative d'Epargne et de Crédit.

IMCEC affiliée : institution affiliée à une union

IMCEC non affiliée : Institution isolée, non associée à un réseau.

Indicateur : outil d'aide à la décision qui fournit des informations sur la performance, le niveau de risque et la situation financière d'une institution de microfinance.

Liquidité : somme disponible immédiatement.

Norme de capitalisation : ratio des fonds propres sur le total de l'actif.

Portefeuille à risque : ratio des encours des prêts comportant au moins une échéance impayée de x jours sur le montant brut du portefeuille de prêts. (x= 30 ; 90 ; 180 jours).

Produit intérieur brut : richesse créée par les activités de production à l'intérieur d'un pays.

Ratio prudentiel : ratio au delà duquel un SFD présente des risques de solvabilité ou de liquidité.

Réseau : ensemble d'institutions affiliées à une même union, fédération ou confédération.

SFD : Système financier décentralisé.

**DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DE LA SUPERVISION DES SYSTÈMES
FINANCIERS DÉCENTRALISÉS**

Rocade Fann Bel Air, Cerf Volant
+221 33 824 08 86
drssfd@minfinances.sn
www.drs.gouv.sn